

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** S'il n'y a pas d'autres questions ou observations, nous allons poursuivre le débat avec l'intervention du député de Beaches (M. Young).

**M. Neil Young (Beaches):** Madame la Présidente, je voudrais consacrer quelques minutes à cette question particulière, étant donné son importance non seulement pour les Canadiens mais aussi pour le monde entier.

Premièrement, il est regrettable, à mon avis, que le gouvernement ait vraiment raté le coche en proposant ce genre de projet de loi. Il n'y a eu absolument aucune discussion publique avant que le gouvernement, ou le ministre en l'occurrence, n'établisse le projet de loi en question, ce qui, à mon avis, est également très regrettable.

Le gouvernement, comme presque tous les autres, semble penser qu'en matière d'environnement il détient seul les connaissances et le pouvoir de résoudre ce genre de problèmes. En fait, la réaction habituelle face aux problèmes de l'environnement est de prétendre que la personne qui les soulève essaye simplement d'effrayer le public, ou bien que le problème qui a été signalé n'est pas vraiment aussi grave qu'on veut bien le dire.

Je voudrais citer deux ou trois exemples qui peuvent se révéler utiles. Il y a plusieurs années, j'ai eu l'occasion de présider un groupe de travail qui s'est rendu dans la péninsule de Niagara pour constater quelles conséquences avaient les dépotoirs de produits chimiques sur la Niagara. Les dépotoirs se trouvaient principalement sur la rive de la Niagara du côté de l'État de New York et, premièrement, ne pouvaient pas être plus mal situés et, deuxièmement, étaient trop près de la rivière. À cause de leurs emplacements, et particulièrement parce qu'on avait creusé dans de la dolomite qui, comme vous le savez sans doute, madame la Présidente, est une roche extrêmement poreuse, ces déchets toxiques avaient commencé à s'infiltrer dans la roche jusqu'au réseau d'eaux souterraines et venaient polluer la Niagara.

Je voudrais dire à la Chambre que les habitants de ces localités se sont beaucoup inquiétés pour leur sécurité au cours des années et se sont donné beaucoup de mal pour essayer de convaincre les gouvernements aux paliers provincial et fédéral, que ce problème méritait qu'on y prête attention. À propos, les gens qui exprimaient ces inquiétudes étaient des personnes qui appartiennent probablement, d'après moi, à la haute bourgeoisie, qui ne s'étaient jamais opposées à quoi que ce soit de leur vie et qui pensaient que, si elles exposaient raisonnablement leurs problèmes aux gouvernements, ceux-ci prendraient des mesures. Cela s'est passé tout autrement.

Elles se sont aperçu que les gouvernements ne réagissaient pas pour toutes sortes de raisons que je n'ai pas le temps d'expliquer maintenant. Les gouvernements n'ont effectivement rien fait pour calmer ces inquiétudes. Certains de ces groupes ont été obligés d'avoir recours à des méthodes qui leur semblaient absolument révolutionnaires afin de sensibiliser l'opinion publique et attirer l'attention des médias sur ce qu'ils avaient à dire. Ils avaient vraiment lieu de s'inquiéter.

#### *Protection de l'environnement—Loi*

De l'autre côté de la rivière, en face d'un grand nombre de ces localités se trouvait le dépotoir de Hyde Park qui faisait également partie de la même société, la Hooker Chemical Corporation, laquelle était en grande partie responsable de la farce qu'est le canal Love. Je dois vous dire, madame la Présidente, qu'avant de visiter le canal Love, je m'étais imaginé une petite localité ou un village. Il s'agit au contraire de tout un projet domiciliaire qui a été construit à un endroit où on enfouissait autrefois des produits chimiques. Le problème a été découvert en bonne partie grâce au travail du D<sup>r</sup> Beverly Paigen, qui connaissait des gens qui avaient habité ce quartier. Elle avait entendu parler du taux élevé de cancer dans la localité et du taux anormalement élevé de défauts congénitaux dans ce secteur et elle a donc décidé de faire des recherches sur la question. C'est elle qui a signalé le problème au public.

Tout le secteur du canal Love est maintenant encerclé de clôtures. Personne ne peut y avoir accès, bien sûr, parce que les caves des maisons sont remplies de déchets chimiques. Je dois dire que j'ai été complètement renversé de voir ce qui était arrivé à cette localité et ce qui pourrait arriver ailleurs le long de la rivière Niagara. D'autres membres du comité étaient là en même temps que moi et ils ont vu la même chose. Depuis, je m'intéresse beaucoup plus qu'auparavant aux problèmes environnementaux.

Je voudrais parler d'une chose bien simple qui revêt beaucoup d'importance pour ma propre localité de l'est de Toronto. Il n'y a pas tellement longtemps, les enfants pouvaient se baigner dans le lac Ontario pendant l'été. Ils ne peuvent plus le faire. C'est maintenant impossible à cause de la pollution dans le lac Ontario le long de ma propre circonscription de Beaches et de celle de Broadview—Greenwood. On ne peut plus se servir de la plupart des plages du Grand Toronto l'été parce que le lac est pollué.

Il y aurait une façon très simple de résoudre ce problème si les gouvernements avaient la volonté politique de s'en occuper. La pollution provient en grande partie du déversement des eaux d'égouts. On sait depuis des années qu'il faudrait séparer le système d'égout pour que les eaux usées ne débordent pas, notamment pendant les gros orages l'été.

• (1350)

La Fédération des municipalités canadiennes a recommandé il y a moins d'un an aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux d'engager des dépenses, non seulement dans le Grand Toronto, mais aussi dans d'autres centres urbains importants, de quelque 12 milliards de dollars en cinq ans. Je crois savoir que les provinces et les municipalités ont accepté de conclure une entente de partage des frais à cet égard. Toutefois, le gouvernement fédéral s'y refuse, en partant du principe que si les municipalités éprouvent le besoin d'améliorer leur réseau d'égouts elles devraient relever les impôts municipaux ou obtenir des fonds d'autre façon, afin de faire le travail elles-mêmes.